

LES 100 JOURS DE LA COMMISSION : DEVENIR UNE PUISSANCE VERTE

06/03/2020 | SÉBASTIEN MAILLARD | DROIT ET INSTITUTIONS

Sébastien Maillard, Directeur de l'Institut Jacques Delors

En bientôt cent jours de mandat, la nouvelle Commission a su rendre deux expressions indétachables de son action : « Pacte vert » et « géopolitique ». Le premier, plus connu sous son nom anglais de « Green Deal », est l'offensive-phare de la Commission von der Leyen. A l'instar aujourd'hui de sa loi climat, cette proposition législative qui rendra contraignant l'objectif de neutralité climatique pour l'Union européenne à l'horizon 2050. Au-delà de son ambition climatique, le Pacte vert est appelé à mobiliser toutes les forces en Europe – pouvoirs publics, entreprises, partenaires sociaux, associations, universités - pour opérer et accompagner un changement radical de nos modes de production et de consommation, soit pas moins que nos modes de vie. C'est potentiellement un nouveau contrat social européen qui est en train de se définir. L'Institut Jacques Delors, à travers notamment son centre énergie, y travaille.

En « géopolitique », la Commission autoproclamée comme telle a commencé à en donner la couleur. Elle vise à protéger les conditions d'une concurrence loyale en Europe par rapport aux entreprises chinoises subventionnées ou appartenant à Pékin, à déployer une « stratégie industrielle » prochainement attendue face aux concurrents étrangers ; dans le numérique, à disposer notamment de nos propres capacités de stockage de données. Dans les Balkans, une nouvelle approche se voulant plus graduelle et politique de l'élargissement est sur la table. A l'égard de l'Afrique, où la Commission s'est déplacée en nombre de manière inédite, la posture change. Ces signaux envoyés sur divers fronts pourraient servir d'éléments pour forger une nouvelle doctrine stratégique, que l'Union européenne reste encore bien en peine de définir, en particulier vis-à-vis des agissements de la Russie et des chantages commerciaux de l'administration Trump. Ou, dans l'immédiat, de la Turquie, dont l'instrumentalisation des réfugiés remet les Européens face à leurs lacunes et contradictions en matière migratoire. Notre attachement au respect du droit d'asile doit rester indéfectible.

Une Commission « géopolitique » exige avant tout une Europe qui sait faire bloc. Le maintien de la cohésion des 27 en réaction au Brexit a maintes fois été soulignée, à raison, mais cette cohésion ne constitue pas une fin en soi. Elle doit servir le dessein européen, celui aujourd'hui de faire valoir ses intérêts et ses valeurs dans le monde comme puissance. « L'équipe Europe », comme l'exécutif français se plaît à désigner les nouveaux dirigeants des institutions de l'Union, n'a de sens que si elle peut trouver auprès des Vingt-Sept des co-équipiers solidaires. Prétendre devenir une puissance verte dans le monde requiert de raffermir cette solidarité, dont le premier instrument concret est un budget européen à la hauteur de cette ambition.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors